

Les opposants collectent des signatures avant un dépôt de plainte

● Le collectif « Stoppons l'extension » n'est pas étonné par la décision du préfet de régulariser l'extension de l'élevage porcin Avel Vor, à Landunvez. « Mais on trouve ça grave. Le préfet déclare l'ouverture de la guerre de l'eau », alarme Armelle Jaouen. La militante (élue écologiste d'opposition à Saint-Renan et à Pays d'Iroise communauté) pointe les quantités d'eau que l'élevage sera autorisé à consommer : « 39 000 m³, soit 30 % de l'eau brute produite à Landunvez. Ce sera quoi la prochaine étape ? Une bassine ? Alors que le pays d'Iroise doit importer son eau et que le dérèglement climatique augmente les besoins des élevages, jusqu'à quel point la solidarité des territoires voisins (qui fournissent l'eau) va tenir ? »

Séance de signatures

Considérant que le préfet « connaît déjà l'origine des nitrates et des pesticides qui se retrouvent dans les ruisseaux et les eaux de baignade », le collectif ne semble pas chaud pour rejoindre la toute nouvelle instance locale de suivi de la qualité des eaux. Pour l'heure, sa priorité est de recueillir un maximum de signatures pour donner du poids à une plainte collective contre X pour mise en danger de la vie d'autrui : « Nous en avons déjà 168. Nous organisons une séance de recueil de signatures ce dimanche (13 novembre), à 15 h, sur le parking de la plage du Crapaud, à Lanildut ». Ce dépôt de plainte, au pénal, pourrait intervenir la semaine prochaine. « Ensuite, on s'attaquera au recours

au tribunal administratif pour demander l'annulation de l'arrêté préfectoral. On ne s'arrêtera pas là. On continuera de mobiliser l'opinion publique ».



Armelle Jaouen et des militants du collectif « Stoppons l'extension d'Avel Vor » tentent d'alerter l'opinion publique sur les risques de pollution et de surconsommation de l'eau qu'induit un si gros élevage porcin. Photo Y.L.G.